

Du discours des « fleuves de sang »¹ au Brexit: la tentation du repli britannique

Romain Garbaye et Vincent Latour*

What Shadows / Ce que les ombres... traite de manière fine et intimiste du discours de portée historique dit des « fleuves de sang », prononcé à Birmingham par le député conservateur Enoch Powell en 1968, et de ses conséquences profondes sur la société britannique, conséquences qui se font encore pleinement sentir aujourd’hui. Cet historique qui est – ou devrait être – familier pour le public britannique ne l’est généralement pas en dehors du Royaume-Uni, tant l’histoire de la décolonisation, de l’immigration, et du racisme outre-Manche peut apparaître déroutante pour les Européens « continentaux », et nécessite un peu de contextualisation.

* Romain Garbaye est professeur de civilisation britannique à l’Université Sorbonne Nouvelle spécialiste des enjeux politiques de l’immigration et de la diversité culturelle et de l’histoire et de la sociologie des cultures et des musiques populaires au Royaume-Uni. Vincent Latour est professeur des universités à l’université Toulouse Jean Jaurès et spécialiste de l’immigration, la diversité et du multiculturalisme au Royaume Uni et en France. Ils ont co-fondé le GIS MiDiB, Migration & Diversité dans les Îles Britanniques et Irlandaises, qu’ils co-dirigent depuis 2020.

¹ Il faudrait en fait écrire « fleuve de sang » au singulier, pour être fidèle à Powell qui faisait référence au Tibre dans son discours et écrivait ainsi « River of Blood ». Néanmoins, l’usage courant a consacré le pluriel, et nous nous y conformerons par simple souci de cohérence avec l’ensemble des sources citées.

Un discours historique

Dans sa célèbre allocution, Enoch Powell dépeignait en termes apocalyptiques l'immigration de ce que l'on appelait alors le nouveau Commonwealth², mise en place dans l'immédiat après-guerre, dans le contexte de la décolonisation. Cette immigration s'inscrivait, en théorie du moins, dans le cadre d'une politique de la « porte ouverte », bien que des restrictions substantielles y aient été apportées dès 1962, six ans avant le discours incendiaire de Powell. En effet, le gouvernement travailliste (Labour) de Clement Attlee arrivé au pouvoir en 1945 mit en place une politique d'immigration qui conférait des droits inconditionnels d'entrée, de résidence, de travail et même de nationalité, à tous les ressortissants d'anciennes colonies britanniques et aux sujets des colonies résiduelles, comme celles de la zone caraïbe (*British Nationality Act*, 1948). Les visées de cette loi étaient doubles. Il s'agissait tout d'abord de faciliter l'immigration coloniale, compte tenu des besoins de reconstruction. Des entreprises publiques établirent des bureaux de recrutement directement dans les îles de la Caraïbe britannique : ce fut le cas de London Transport à la Barbade, du milieu des années 1950 au seuil des années 1970. L'entreprise de transport fut bientôt rejointe, dans les Antilles et ailleurs, par les chemins de fer britanniques (British Rail) ou par le système de santé (NHS), consortiums créés dans l'après-guerre par le gouvernement Attlee : l'État britannique a donc non seulement encadré mais organisé l'immigration de l'après-guerre, allant jusqu'à affréter des navires de guerre, dont le célèbre Empire Windrush, pour le transport de ces sujets d'outremer, qui au regard de la loi de 1948, étaient des citoyens britanniques de plein droit.

L'autre objectif de la loi de 1948 était de maintenir autant que possible les liens économiques avec les anciennes colonies et de se montrer conciliant envers celles, de plus en plus nombreuses, qui s'acheminaient vers

² Le nouveau Commonwealth (New Commonwealth) désignait, après la Seconde Guerre mondiale, les colonies britanniques, anciennes ou résiduelles, caractérisées par une population majoritairement non blanche (Inde, Pakistan, Jamaïque, Nigeria, Ghana etc.), par opposition aux anciens dominions (Canada, Australie, Nouvelle-Zélande), caractérisés par une population blanche, alors très majoritairement d'origine britannique. L'Afrique du Sud était la seule exception, car elle appartenait à l'ancien Commonwealth, tout en ayant une population très majoritairement non blanche (Africains mais aussi groupes issus du sous-continent indien) et une population blanche partagée entre anglophones et néerlandophones. Cette distinction entre nouveau et ancien Commonwealth n'est plus faite aujourd'hui.

INTRODUCTION

l'indépendance. Cela allait progressivement conduire à l'entrée massive d'immigrés du nouveau Commonwealth, même si jusqu'en 1953 on tenta, en parallèle, de favoriser une immigration européenne temporaire, en recrutant des immigrés dans les pays vaincus (Pologne, Ukraine, Allemagne, Autriche, Hongrie, Italie, notamment) par le biais de divers programmes d'immigration (notamment celui intitulé *European Voluntary Workers* (Travailleurs Européens Volontaires)). Spécificités britanniques, l'immigration extra-européenne et le devenir du pays en tant que nation plurielle s'imposèrent très vite comme des préoccupations politiques majeures. 1962 marqua l'arrêt de l'immigration économique de masse, essentiellement pour des raisons politiques, en dépit des besoins de main d'œuvre encore importants de l'industrie britannique. Le regroupement familial allait toutefois immédiatement prendre une ampleur considérable durant le reste de la décennie et au cours des années 1970, avec un impact démographique finalement bien plus significatif que l'immigration économique des années 1948-1962. On le verra plus tard, Enoch Powell prit pour cible ce nouveau type d'immigration dans son allocution, qui allait durablement ancrer l'immigration dans le débat public, avec des conséquences et des parallèles évidents avec d'autres périodes plus récentes, notamment la longue séquence qui s'est ouverte au début des années 2010 et a conduit au référendum sur le Brexit et ses multiples conséquences.

Bien que le résultat du référendum de juin 2016 sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union Européenne ait sans aucun doute constitué un choc d'ampleur historique, cela n'a pas n'a pas pour autant constitué une surprise pour tous les observateurs. L'antieuropéisme a longtemps été un thème récurrent dans les débats politiques britanniques, en particulier dans une partie de l'opinion pro-conservatrice. D'ailleurs, Enoch Powell lui-même fut dans les années 1960 et 1970 un opposant résolu à l'appartenance du Royaume-Uni à la Communauté Économique Européenne (CEE), principalement au nom de la défense de la souveraineté britannique. Depuis le retour au pouvoir du Parti conservateur en 2010, on avait assisté à un durcissement des politiques et des discours relatifs à l'immigration, au droit d'asile et à la diversité. Un peu moins d'un an après son arrivée au pouvoir dans le cadre d'une coalition avec ses alliés centristes d'alors, les libéraux démocrates (Liberal Democrats), le Premier ministre conservateur David Cameron prononça à Munich un discours très commenté à la conférence des chefs d'État et de gouvernement sur la sécurité, menant une charge contre ce qu'il a

INTRODUCTION

appelé le « multiculturalisme d'État³ », responsable, selon lui, de la dérive vers le terrorisme de certains Britanniques musulmans. Cette attaque était notamment destinée à remobiliser l'électorat conservateur traditionnel, dont les suffrages avaient été insuffisants pour permettre aux conservateurs (souvent désignés par le terme *Tory / Tories*), à eux seuls, de former une majorité parlementaire et gouvernementale. La presse populaire conservatrice, la même qui allait jouer un rôle déterminant dans le Brexit et qui avait exprimé son soutien à Enoch Powell plus de quatre décennies auparavant, salua le discours de David Cameron⁴.

Par la suite, cette politique, dite de « l'environnement hostile », selon la propre expression de Theresa May, alors Home Secretary (ministre de l'Intérieur) avait aussi cherché à placer les conservateurs à la pointe d'une politique de réduction de l'immigration qui, dans les faits, se traduisait par le harcèlement des migrants déjà présents sur le sol britannique, afin de décourager à la source de nouvelles arrivées. En témoigne une initiative très controversée, appelée, de manière fort explicite, la campagne du « Rentrez chez vous » (*Go Home Campaign*). Menée à Londres en 2013, elle consistait à faire circuler des fourgons publicitaires dans certains quartiers populaires de la capitale, afin d'inciter les immigrés en situation irrégulière à contacter les forces de police via un numéro de téléphone spécifique. Employeurs et propriétaires de logements étaient également invités à signaler salariés ou locataires sans-papiers par le même biais. Ces mesures semblaient être en phase avec une partie importante de l'opinion, de plus en plus hostile aux immigrés, notamment à droite et dans les milieux populaires. Ainsi, début 2015, un peu plus d'un an avant le référendum sur le Brexit et l'issue que l'on connaît, un sondage effectué par l'institut YouGov auprès des lecteurs du tabloïd *The Sun*, connu pour son positionnement xénophobe et anti-européen, indiquait que 71 % d'entre eux avaient une opinion négative de l'immigration au cours de la décennie précédente, contre 10 % ayant une

³ Expression impropre dans une large mesure, puisque à partir du tournant des années 1980, ce sont bien souvent les municipalités qui ont eu la responsabilité de mettre en œuvre les politiques d'inspiration multiculturaliste, notamment en matière d'égalités des chances, même si l'impulsion venait du gouvernement central.

⁴ Le *Daily Mail* fustigea ainsi l'« approche « tout en douceur » (*softly-softly approach*) des prédécesseurs travaillistes de David Cameron en matière d'immigration et de lutte contre l'islamisme. Jason Groves, “*We need to be a lot less tolerant towards Islamic extremists: Cameron calls for immigrants to respect British core values,*” *Daily Mail*, 17 February 2011.

INTRODUCTION

opinion inverse. L'enquête révélait que l'hostilité des personnes interrogées ciblait davantage l'immigration qu'envers les immigrés eux-mêmes. Sans surprise, les immigrés à hauts revenus (par exemple investisseurs étrangers, étudiants payant des frais de scolarité élevés, travailleurs hautement qualifiés) jouissaient d'une bonne image, aux antipodes de celle des demandeurs d'asile, des réfugiés, des candidats au regroupement familial et des immigrés économiques occupant des emplois peu qualifiés⁵.

Cette politique anti-immigration extrême a subsisté après le Brexit et a débouché en avril 2018 sur le scandale dit du Windrush (du nom du navire évoqué plus haut) deux ans après la première de *What Shadows* (2016) : des personnes d'origines essentiellement antillaises, installées de très longue date au Royaume-Uni et pour la plupart n'ayant aucun lien, ou si peu, avec leurs pays d'origine, se sont retrouvées privées des droits les plus élémentaires et dans une centaine de cas environ, déportées de force. Cette situation peut être interprétée comme l'aboutissement logique de politiques et de discours de plus en plus durs sur l'immigration et dans une moindre mesure, la diversité. Ceci, conjugué à un zèle administratif incompréhensible, a conduit à la destruction, à partir de 2012 et à l'initiative de l'administration du ministère de l'intérieur alors dirigé par Theresa May, des preuves de débarquement remises aux Antillais à leur arrivée sur le sol britannique de la fin des années 1940 au début des années 1970. Si les personnes concernées n'avaient pas gardé une preuve de leur côté et n'avaient pas fait établir de passeport pour voyager, elles se trouvaient incapables de prouver leur citoyenneté britannique et / ou leur droit de résider au Royaume-Uni.

Ainsi, la victoire des *Leavers* (partisans de la sortie de l'Union Européenne (UE)) lors du référendum sur le Brexit de juin 2016, dont la campagne s'est beaucoup plus appuyée sur l'opposition à l'immigration, couplée au rejet de la diversité culturelle et aux sentiments anti-Européens à tonalité xénophobe, ne s'est pas faite en un jour. Elle a été rendue possible par un climat idéologique déjà très marqué par le rejet de l'immigration et de la peur de « l'Autre », un rejet et une peur, qui, ironie de l'histoire, ont été encouragées par nul autre que le Premier ministre David Cameron qui menait la campagne perdante pour rester dans l'UE.

⁵ Peter Kellner, Immigration: Familiarity Breeds Content [en ligne], Londres, YouGov, 02/02/2015. <https://yougov.co.uk/topics/politics/articles-reports/2015/02/02/immigration-familiarity-breeds-content>

INTRODUCTION

Notons en outre que les populations souvent désignées outre-Manche comme ‘BAME’ (*Black, Asian, and Minority Ethnic*) ont voté pour le Brexit en proportions non-négligeables, pour des raisons complexes, parmi lesquelles un attachement réel à l’identité nationale britannique (*Britishness*) ou à l’idée que l’on s’en fait, dans une nation intrinsèquement hybride (on rappellera que le nom-même du pays, ‘Royaume-Uni’, signifie une union de quatre nations). On le voit, le Brexit a révélé au monde le visage d’un Royaume-Uni parfois méconnu, travaillé en profondeur par des doutes et des interrogations complexes sur son rapport à l’immigration, et ce depuis longtemps, bien avant l’arrivée de David Cameron au pouvoir en 2010. Il faut à cet égard évoquer le complexe de supériorité nationale depuis la victoire contre l’Allemagne nazie lors de la Seconde Guerre mondiale et la nostalgie d’un passé colonial encore trop souvent perçu comme glorieux⁶.

Le discours et l’homme

Mis en scène à la scène 9 de l’acte 1 par Hannan, le discours d’Enoch Powell dit des « fleuves de sang » du 20 avril 1968 est un acte fondateur. Powell était alors *Shadow Foreign Secretary* (chargé des affaires étrangères dans le cabinet fantôme), c’est-à-dire l’un des responsables les plus influents du Parti conservateur, et prétendant crédible à la tête du parti. C’est la première fois qu’un responsable politique de premier plan prenait position de manière véhémente contre l’immigration post-coloniale, appelant même à ce que l’on appellerait aujourd’hui le « rapatriement » de migrants déjà installés sur le territoire. Sept mois après, devant le Rotary Club de Londres, Powell préconisait justement la création d’un « Ministère du rapatriement ».⁷

Le retentissement immense de ce discours dans le pays donna même lieu à des manifestations de soutien spontanées (comme en témoigne la couverture de ce volume⁸). Il marque le début d’un historique de presque un

⁶ Gary Young, ‘Britain’s imperial fantasies have given us Brexit’, *The Guardian*, 3 février 2018.

⁷ “Ministry of Repatriation”. Cité dans Catherine Puzzo, *Immigration Controls in Britain and France (1970-1986): A Comparative Study of Policy*, thèse de doctorat non publiée, School of Language and International Studies, University of Surrey, 2000, p. 92.

⁸ Le 4 avril 1968, environ quatre cent employés du marché aux bestiaux de Smithfield (Londres) ont défilé à Westminster en soutien à Enoch Powell, après son renvoi du cabinet fantôme conservateur suite à son discours des « fleuves de sang ». La photographie en couverture du volume montre une femme noire passant devant une

INTRODUCTION

demi-siècle de prises de position et de mobilisations politiques contre l'immigration et le multiculturalisme, avec en ligne mire le plus souvent les Noirs (en particulier jusqu'au début des années 1980), les musulmans (depuis les années 1990) ou les Européens de l'Est (depuis les premières vagues de migrants de ces pays à partir de l'élargissement de l'UE à l'est, en 2004). Pour l'opinion publique plus progressiste ou « libérale » (au sens social et non économique du terme), ce discours est resté dans l'histoire comme un texte infamant par son vocabulaire reflétant le racisme d'inspiration coloniale de son auteur et son appel à peine voilé à la violence, notamment par le recours à une rhétorique de confrontation, voire guerrière.

Bien qu'écarté du *Shadow Cabinet* (cabinet d'opposition dit fantôme) du Parti conservateur dès le lendemain de son discours par le leader d'alors et futur Premier ministre Edward Heath (que Powell fustige aux scènes 2 et 5 de l'acte 1), Powell a eu ensuite d'autres occasions de jouer un rôle influent dans la vie politique britannique, notamment en lien avec la question européenne. Ce fut le cas en 1974, lorsqu'il semble avoir contribué à la victoire des travaillistes, les travaillistes étant alors beaucoup plus divisés au sujet du marché commun que les conservateurs ou encore en 1975, à la faveur du référendum sur le maintien du Royaume-Uni dans la CEE. Pendant la campagne, Powell déploya sa verve souverainiste, la question de l'immigration étant pour ainsi dire absente de la campagne, compte tenu de l'attractivité faible du Royaume-Uni, alors véritable « homme malade de l'Europe ». Avec le travailliste Tony Benn, Enoch Powell fut un des ténors de la sortie de la CEE, dont le Royaume-Uni n'était pourtant membre que depuis le 1^{er} janvier 1973. Malgré l'engagement de Powell, le référendum se solda par la très nette victoire du camp favorable au maintien dans le club européen (67,23%), avec le soutien unanime ou presque de la presse.

Mais, et c'est là le point fondamental, à partir de sa mort en 1998, il est resté dans la mémoire collective pour ce discours du 20 avril 1968, un symbole des tensions et des contradictions de la société britannique des XX^e et XXI^e siècles, entre nostalgie des conquêtes impériales et des victoires militaires et la réalité d'une puissance déclinante et marquée par divers flux migratoires, entre le repli identitaire blanc et la naissance d'une société multiculturelle, même si le terme n'aurait cours qu'à partir du début des

haie d'hommes blancs à la sortie de son témoignage devant la commission de la Chambre des Communes saisie par Powell suite à son éviction. © Keystone Press, 1968.

INTRODUCTION

années 1980. C'est ainsi que plusieurs générations de Britanniques, qu'ils soient d'origine autochtone, européenne, issus de familles de migrants post-coloniaux, ou venus d'autres horizons, ont grandi à l'ombre des tensions symbolisées par ce discours.

En explorant l'intimité de Powell et de ses proches, et de deux universitaires des années 1990 qui entrent brièvement en contact avec lui à la fin de sa vie, la pièce de Chris Hannan joue précisément sur cette notion polysémique de l'ombre pour explorer avec finesse la complexité de l'héritage Powellien, avec ce qu'il nous révèle sur cette nostalgie impériale et militaire, et sur ses effets sur les relations interpersonnelles dans ce Royaume-Uni si cosmopolite d'aujourd'hui. Le théâtre de Hannan, tout en minimalisme et en suggestion, dresse le portrait d'un Enoch Powell ambitieux, à la recherche d'un « coup » politique (voir les scènes 2, 5, 7 et 9 de l'acte 1), et surtout profondément marqué par son passé militaire : brigadier-général pendant la Seconde Guerre mondiale, il est hanté par le souvenir de ses camarades morts au combat, et accorde une importance majeure à son identité de soldat (scène 7 acte 1). Cette identité est marquée aussi par la poésie et l'attachement au terroir. Le poème "A Shropshire Lad" de A.E. Housman, cité à la scène 2 de l'acte 1, fut lu lors de ses funérailles à l'église St Margaret à Westminster (Londres) en 1998, pendant lesquelles son cercueil fut recouvert du drapeau britannique⁹. En bon nostalgique de l'Empire, il a aussi voué un grand intérêt au sous-continent indien, allant même jusqu'à apprendre l'Urdu à la School of Oriental and African Studies de Londres (une langue qui traverse la pièce tant dans les répliques de Powell que celles de Saheed et Hussain Mahmood)¹⁰. Il avait fait de brillantes études de Latin et de Grec ancien à Cambridge, enseigné cette dernière langue et avait une maîtrise honorable du français, comme il le montra en 1971 dans un discours prononcé à Lyon devant l'Association des Chefs d'Entreprises Libres, véritable plaidoyer contre l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE¹¹.

Pour comprendre la portée de ce discours dans la société britannique aujourd'hui, il faut, comme le montre Camilla Schofield, « historiciser » l'homme et le discours. Cela signifie démêler l'écheveau de fils qui le relie

⁹ Schofield, Camilla, *Enoch Powell and the Making of Postcolonial Britain*, Cambridge University Press, Cambridge, 2013, p. 2.

¹⁰ Ibid.

¹¹ Sally Tomlinson, "Enoch Powell, Empires, Immigrants and Education », *Race Ethnicity and Education*, 21:1, 2018, p. 1-14.

INTRODUCTION

à la fois au passé militaire et impérial de son pays et à la réalité d'un Royaume-Uni en mutation rapide dans les années 1960 et au visage déjà redéfini par les flux migratoires de l'après-guerre. Olivier Esteves et Stéphane Porion soulignent que Powell peut être vu comme « un animal politique qui ne meurt pas » et a eu plusieurs vies¹².

Il faut d'abord noter que, en termes de nombres, les migrants polonais, juste après la guerre et surtout les migrants irlandais, jusqu'aux années 1960, furent plus nombreux que ceux originaires de colonies ou d'anciennes colonies, essentiellement les Antillais, les Indiens et les Pakistanais, dont le nombre commence vraiment à augmenter au milieu des années 1950. C'est justement en raison des sentiments de peur et de rejet de ces derniers, dont le discours de Powell demeure l'illustration la plus explicite et la plus célèbre, qu'une historiographie longtemps un peu approximative a focalisé l'attention sur ces migrants « non-blancs », pour reprendre la terminologie courante au Royaume-Uni. Toujours est-il que les migrations post-coloniales ont façonné durablement la société britannique : des années 1940 aux années 1970, ce sont des centaines de milliers de migrants post-coloniaux qui s'installent au Royaume-Uni. Pour la seule décennie 1953-1962, ce sont 270 000 Antillais, 75 000 Indiens et 67 000 Pakistanais qui arrivent. Ces flux resteront forts jusqu'aux années 1970, nourris notamment par l'accélération du regroupement familial (qui se poursuit encore aujourd'hui, mais à une échelle bien moindre) à compter de la fin des années 1960 et qui était une des cibles principales de Powell dans son discours.

Le regroupement prit le relais de l'immigration économique non qualifiée de masse lorsque celle-ci commença à être réduite sous les gouvernements tant conservateurs (1962 ; 1971) que travaillistes (1965 ; 1968). Bien qu'émoussée et nettement inférieure à celle que l'on observait en France et en Allemagne à la même période, la croissance économique britannique nécessitait encore le recours à une main d'œuvre étrangère, même si ces besoins se heurtaient à un discours anti-immigration de plus en plus marqué et, dès le début des années 1960, à des restrictions de plus en plus importantes à l'égard de l'immigration économique peu ou non qualifiée en provenance de l'ancien Empire. Contrairement à la France et l'Allemagne qui ne freinèrent vraiment l'immigration économique de masse qu'après le premier choc pétrolier, le Royaume-Uni piochait dans le réservoir de main

¹² Esteves, Olivier, et Porion, Stéphane, éd., *The Undying Political Animal, the Lives and Afterlives of Enoch Powell*, Routledge, Londres, 2019.